

Le syndrome chinois

23 AVRIL 2020

Tout le monde le sait, rien ne vaut une nouvelle pour chasser une nouvelle. Nous pourrions discuter des heures de ce que la récente épidémie du coronavirus COVID-19 a balayé comme actualité, de ceux qui y perdent, et ceux qui y gagnent, et du côté des victorieux, un nom inattendu : le président de la Chine, Xi Jinping. Difficile de se dire que cette année soit glorieuse pour le chef d'Etat de l'empire du milieu, entre la panique, les quarantaines, le ralentissement économique et la pression de la communauté internationale. Le Figaro nous dit « L'essor du coronavirus met Xi Jinping à l'épreuve », tandis que l'Obs affiche « Xi Jinping fragilisé par la crise du coronavirus ». Le 18 février, le groupe japonais NHK titrait dans sa version francophone « Xi Jinping confronté à son plus important défi ». C'est très heureusement pour le gouvernement chinois oublier que son plus important défi, il y a moins de quatre mois, était la grave crise que traverse Hong Kong. Ainsi est remplacé un brûlant dossier touchant à la souveraineté du pays par une simple crise sanitaire, certes sérieuse et coûteuse mais passagère. Le gouvernement l'a bien compris, et en profite pour bouger ses pièces. Retour sur le — vrai — grand défi de Xi Jinping.

Le mouvement anti-extradition s'est subitement contracté depuis le mois de janvier en raison de l'épidémie. La situation était à l'origine dans une impasse, alors que le gouvernement chinois et son satellite local échouaient à mater les émeutes mais les rues de Hong Kong retrouvent maintenant leur calme, de manière temporaire, sous la pression du virus qui a déjà touché une centaine de personnes. Le projet de loi sur l'extradition, présenté au mois de février l'an dernier, a été suspendu en juin à la suite de la colère de la population, mais le chef de l'organe exécutif de Hong Kong, Carrie Lam, a attendu deux mois supplémentaires pour officiellement le retirer. La liste des plaintes s'est allongée et la démission de celle-ci a été réclamée, ainsi qu'une enquête indépendante sur la conduite de la police et le soupçon de recours illégal à la force, une amnistie pour les personnes arrêtées — celles-ci risquent dix années de prison en vertu d'une loi sur les émeutes datant du gouvernement colonial — et le vote d'un projet de réforme du code électoral. Les marches pacifiques contre un projet de loi visant à autoriser l'extradition vers la Chine a dégénéré en remise en cause de l'emprise exercée par la Chine sur Hong Kong. L'ensemble du réseau de transport en commun a été fermé pendant une journée après une nuit de saccage, l'aéroport bloqué à de nombreuses reprises et plus de 7,000 personnes ont été arrêtées.

Hong Kong est officiellement intégré à la Chine mais est une « région administrative spéciale ». Cette ville de 7,500,000 personnes a été un avant-poste britannique pendant un siècle et demi, période durant laquelle elle est devenue un centre d'affaires mondial. Dans une déclaration commune en 1984, le Royaume-Uni a accepté de restituer la ville en 1997 à la Chine, qui a promis en contrepartie d'accorder un « degré élevé d'autonomie » pendant cinquante ans — jusqu'en 2047 — dont des garanties de liberté d'expression, un marché capitaliste très libre et l'application d'un droit d'inspiration anglo-saxonne dans le cadre de la formule « un pays, deux systèmes » proposée par Deng Xiaoping, ancien président et père des grandes réformes économiques chinoises. On estime que 6,000 soldats chinois se trouvent à Hong Kong depuis le transfert de souveraineté en 1997, et plusieurs milliers de troupes supplémentaires à Shenzhen, de l'autre côté de la frontière. Ce personnel reste en général discret mais l'anxiété monte à Hong Kong, et la population craint que des mois de turbulences poussent la Chine à le mobiliser pour rétablir l'ordre comme elle l'a fait il y a trente ans sur la place Tiananmen à Beijing. Beaucoup

considèrent qu'une intervention militaire est peu probable compte tenu des lourdes conséquences politiques et économiques mais cette possibilité alimente les craintes de la population, et même une intervention plus modeste peut déclencher un exode sur le marché financier et inciter les entreprises internationales à envisager de quitter la ville, surtout si les Etats-Unis songent au retrait des privilèges commerciaux particuliers de Hong Kong. L'économie en souffrirait, les prix de l'immobilier chuteraient et l'image cosmopolite de Hong Kong serait fortement ternie.

C'est dans ce climat que le coronavirus se présente comme une opportunité inédite pour le parti communiste chinois de resserrer sa prise sur la ville, et ramener à l'ordre le turbulent paradis fiscal. Le 14 février, le gouvernement a nommé Xia Baolong, vice-président de la CCPPC, une puissante assemblée consultative proche du gouvernement, au poste de directeur des affaires de Hong Kong et Macao. Son prédécesseur Zhang Xiaoming est rétrogradé au poste de directeur adjoint de ce bureau, d'ordinaire dirigé par un fonctionnaire de niveau ministériel. La nomination de Xia Baolong, protégé de Xi Jinping de longue date et d'un niveau hiérarchique plus élevé, relève l'importance de ce poste à un niveau inédit. Avec la mise en place d'un cadre clef à la tête du bureau, Xi Jinping prend indirectement un rôle d'arbitrage ultime sur les dossiers qui touchent à la sécurité et la souveraineté de Hong Kong, alors que selon l'organisation interne, ce rôle relève du vice-premier ministre Han Zheng, qui s'est historiquement concentré sur le développement des infrastructures et l'application du programme de la nouvelle route de la soie dans et autour Hong Kong. Xia Baolong est tenant d'une ligne plus sévère. Après être passé par la mairie de Tianjin entre 1970 et 2003, il a été nommé secrétaire adjoint du parti dans la province du Zhejiang de 2003 à 2007. Réputé orthodoxe, fidèle au parti, partisan du contrôle social et intolérant envers la dissidence, il y a organisé en 2014 une vaste campagne de répression contre les églises protestantes et catholiques, dont Wenzhou est le centre provincial. Il a organisé la destruction de nombreuses églises clandestines, a censuré le dogme et injecté des valeurs confucéennes et chinoises dans le credo catholique pour siniser le christianisme local.

Cette nomination s'accompagne d'un autre changement notable, le remplacement du directeur du bureau de liaison entre Hong Kong et le gouvernement chinois par Luo Huining, ancien secrétaire du parti du Qinghai et du Shanxi et directement sous l'autorité de Xia Baolong. Il dispose également d'une grande expérience dans la mise en œuvre de politiques sévères dans un contexte de population hostile depuis sa nomination dans le Qinghai en 2003, une province isolée du centre du pays qui compte une importante communauté tibétaine. Bien que ce ne soit pas un membre éminent de l'entourage de Xi Jinping, il est également bien plus expérimenté que son prédécesseur, Wang Zhimin, qui comme le prédécesseur de Xia Baolong était un cadre ayant servi à Hong Kong durant de nombreuses années et non un homme habitué des provinces plus rudes et austères dans le centre et le nord-ouest du pays. Son homologue à Macao a également été remplacé par Fu Ziying, ce qui marque la première fois dans l'histoire où les cadres qui occupent ces postes de niveau ministériel se rendent mutuellement compte l'un à l'autre. C'est en conséquence toute la structure de l'organisation politique du gouvernement vis-à-vis de Hong Kong qui a été modifiée. Li Xiaobing, un professeur d'économie de Tianjin spécialisée dans la relation entre Beijing et Hong Kong, a déclaré que ce choix mettait en évidence la volonté du gouvernement de sortir de l'impasse en haussant le ton. Un ancien fonctionnaire du Shanxi qui a travaillé sous les ordres de Luo Huining l'a décrit comme un homme qui élève rarement la voix, mais très déterminé et exigeant.

Ce changement tactique à l'ombre de la crise sanitaire marque une escalade dans la réponse publique aux émeutes qui paralysent maintenant l'ancien joyau britannique depuis près d'un an. La mise en œuvre d'une forme potentiellement différente d'un arsenal juridique semblable au projet de loi initial, dont le passage décrié étendant la main des cours chinoises aux particuliers de Hong Kong coupables de sédition ou de trahison sera certainement une priorité pour Xia Baolong et Luo Huining. Ce dernier a souligné durant un congrès du parti communiste en 2019 la nécessité pour Hong Kong de passer une structure juridique de cette nature au nom de la sûreté du territoire, un argument largement repris par Xia Baolong et l'entourage de Xi Jinping. La proximité du nouveau directeur des affaires de Hong Kong avec le président indique que les ressources nécessaires pour atteindre ce but pourraient être débloquées avec plus de facilité, et que la Chine avance bien plus rapidement et efficacement sur ce dossier que dans le passé. L'expérience de celui-ci dans la répression de la communauté chrétienne laisse entendre que la sévère mise en application de la sinisation, actuellement effective dans le

Xinjiang, pourra être appliquée à la population de Hong Kong dans un avenir proche. Une ligne rigide annonce la mise en demeure de l'organisation politique de Hong Kong par la nomination de proches dans les sphères de pouvoir. La réponse aux prochaines émeutes devrait être plus forte et moins clément, et il est envisageable que Xia Baolong prenne des mesures de rééducation patriotique, par la modification et la supervision des livres scolaires, la mainmise sur les corps intermédiaire et le milieu humanitaire, le resserrement de la liberté de culte et la suspension officielle ou officieuse des organismes étrangers ou proches des Etats-Unis et d'autres pays occidentaux. Cette discrète succession à un poste de premier plan témoigne de la volonté de Xi Jinping de resserrer l'emprise de son gouvernement sur la politique, l'économie et la culture au sein de Hong Kong, à l'heure où tous les pays se battent sur leur sol contre la propagation du virus.